



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 15 mai 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune entame dimanche une visite d'Etat en Turquie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, entame dimanche une visite d'Etat de trois jours en Turquie, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Algérie-Turquie: un partenariat économique en constante évolution

Le partenariat économique entre l'Algérie et la Turquie ne cesse d'évoluer, se distinguant par la réalisation et l'engagement de projets communs dans divers secteurs d'activité ainsi que par un volume des échanges en constante évolution, avec plus de 4 milliards de dollars en 2021.

Editorial : Les espaces qui fabriquent l'homme

Un sondage sorti dont on ne sait où et corroboré semble-t-il par le Fonds monétaire international dresse un tableau noir sur le chômage en Algérie. Il indique en sus que la situation ira se détériorer d'ici 2026 en insistant avec une grande légèreté sur l'emploi des femmes sans égards et sans tenir compte des spécificités d'une société ayant ses us et coutumes. Aussi fiables qu'ils soient, les sondages les plus affinés n'obéissent jamais aux espaces obligés entre la sociologie et les mathématiques. Objectifs ou non, mal intentionnés ou pas, les chiffres livrés par le sondage n'ont qu'une relative consistance car tous les Algériens et leurs dirigeants sont parfaitement au fait de la situation du marché du travail du pays.

Rarement concis et souvent aériens, les sondages même les plus sérieux et sans arrière-pensées reposent toujours sur les à-peu-près. Le monde du travail est un immense océan dont la maîtrise répond à la laborieuse analyse d'un kaléidoscope de paramètres et de données le plus souvent difficiles à appréhender. Calquer le sujet algérien sur des données universelles est un exercice difficile pour un pays en développement harassé par plus d'un siècle de drames ponctués souvent par le fer et le sang.

Le sud du monde, dit espace pauvre à la légère, ayant vécu une trajectoire similaire reste jusqu'à aujourd'hui soumis aux affres laissées par les différents colonialismes. Il n'est pas facile de se départir des eaux sombres et troubles héritées des grandes contrariétés de l'Histoire, indiquant aux hommes qu'entre la vie et la mort, il n'y a pas d'intervalle pour l'espoir et le progrès. Il reste certain qu'un grand défi est face à la nation algérienne. Son économie souterraine, le sous-emploi, la débrouille pour survivre, la bravade des mers par une partie de sa jeunesse ne sont que des effets et non une culture ancrée. Celle-ci risque de le devenir et se figer pour l'éternité si une nécessaire révolution n'instaure pas une sage et efficace harmonie entre le monde du travail et tous les espaces qui fabriquent l'homme.



[Djezzy: vers un nouveau partenariat FNI-VEON](#)

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus du désormais fameux « put option » (vente règlementée des actions de VEON au FNI), lancé en juillet 2021, les deux actionnaires principaux de Djezzy (le Fonds National d'Investissements et le groupe VEON) sont engagés dans d'importantes discussions sur l'avenir de la société et de leur partenariat.



[Centre d'action et de réflexion autour de l'entreprise : «L'Algérie a besoin d'une politique de change active»](#)

Le Centre d'action et de réflexion autour de l'entreprise, dans une analyse rendu publique et portant commerce extérieur, affirme qu' «au-delà du fait qu'elle contrarie lourdement la liberté de commerce et qu'elle pénalise la production locale face aux importations, la surévaluation du dinar perpétue une situation peu favorable à la relance économique forte dont le pays a besoin».



[Devise Algérie : voici les raisons de la baisse du dinar face à l'euro et le dollar](#)

Le dinar en Algérie poursuit sa dévaluation face à l'euro et le dollar américain, quelles sont les raisons de cette baisse ? Retrouvez les réponses à cette question, ce samedi 14 mai 2022.



[Le FMI prévoit que l'économie de l'Algérie préserve en 2022 sa 1ère place au Maghreb](#)

Le Fonds monétaire international (FMI) prédit une année 2022 avangeuse pour l'économie de l'Algérie. Des prévisions similaires à celles de la Banque mondiale (BM) selon qui la baisse des exportations énergétiques russes fait pencher la balance en faveur de l'État algérien, grand producteur de pétrole et de gaz en Afrique et au niveau international.



[Rachat des parts de Veon: Discussions sur la gestion de Djezzy](#)

Près d'une année après l'annonce par le Groupe Veon de son intention de vendre ses 45,57% de parts dans l'opérateur mobile Djezzy, les premières «discussions», sur les modalités de cette cession des parts du groupe néerlandais dans Omnium Télécom Algérie (OTA) au Fonds National d'Investissements (FNI, représentant de l'Etat algérien, actionnaire majoritaire à 51%), ont été récemment engagés.

[Lutte contre la bureaucratie : Benabderrahmane «réveille» le gouvernement](#)

Le chef de l'Exécutif a rappelé les directives données par le président de la République relatives à l'accélération du processus de simplification et de dématérialisation des procédures administratives.

L'AVANT-PROJET DE LOI RELATIF À L'INVESTISSEMENT AU MENU D'UN CONSEIL DES MINISTRES JEUDI PROCHAIN

En finira-t-on avec les blocages de l'économie ?

La principale priorité de la nouvelle mouture est d'éviter les mesures insuffisamment mûrées qui alourdissent le dispositif mis en place. Ce qui explique l'orientation du Président pour la révision de certaines dispositions proposées.

Il s'agit probablement du document que le président de la République a demandé d'enrichir à plusieurs reprises. Daté d'avril 2022 et portant l'entête du ministère de l'Industrie, l'avant-projet de loi relatif à l'investissement fera l'objet, jeudi prochain, d'une réunion exceptionnelle du Conseil des ministres. Scindée en cinq chapitres et 23 articles, la nouvelle mouture qui sera soumise au chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a pour objectif de définir les droits et obligations des investisseurs qui s'y rattachent et les régimes d'incitation applicables aux investissements réalisés, dans les activités économiques de production de biens et de services, par des personnes morales ou physiques, résidentes ou non résidentes. C'est ce qu'indique globalement le document dont une copie est en notre possession.

Le principe directeur de ce texte, conformément à l'article 2, est celui de la liberté d'investir. «Toute personne physique ou morale souhaitant investir, conformément à la législation en vigueur, est libre de décider de son programme d'investissement, de production et de services, ainsi que pour tous les domaines de toute nature relevant de la gestion de son investissement. Principe de transparence et d'équité : l'investissement reçoit un traitement transparent, juste et équitable», indique l'avant-projet de loi dans son article 2. Et de préciser d'emblée : «La remise en ordre du cadre juridique et institutionnel de la promotion de l'investissement dans notre pays s'avère comme une condition sine qua non de la relance économique.» Le document, appelé à être enrichi, rappelle dans ce sillage que le climat des affaires a souffert des changements successifs survenus ces dernières années.

Les rédacteurs de ce texte, fortement attendu de la communauté des affaires, reconnaissent même dans l'exposé des motifs que certaines prises de décisions régissant l'investissement se sont avérées «inopportunes». «Ces dernières années ont été marquées par la prolifération et la disparité des dispositions impactant la promotion de l'investissement, en particulier celles qui étaient régulièrement prises au titre de chaque loi de finances, rendant le cadre général de l'investissement instable et de plus en plus illisible», indique le document. D'où cette nécessité de remédier aux insuffisances et faciliter l'acte d'investir.

Il s'agit donc comme priorité d'éviter les mesures insuffisamment mûries qui alourdissent le dispositif mis en place. Ce qui explique l'orientation du Président pour la révision de certaines dispositions proposées. Autres indications : ne plus recourir à des changements récurrents du cadre légal à travers les lois de finances et donner une stabilité à la loi pour lui permettre de produire les effets escomptés. Et ce, dans le but de garantir la stabilité du cadre législatif. Mais aussi en adaptant l'écosystème institutionnel en charge de la mise en œuvre des règles en matière d'investissement.

RECONFIGURATION ET RÉORGANISATION

Le document évoque la nécessité «impérieuse» d'améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des grands projets d'investissement et des investissements étrangers. Dans ce cadre, la réforme proposée porte essentiellement sur la limitation du nombre d'intervenants dans l'acte d'investir à travers la révision des prérogatives du Conseil national de l'investissement (CNI) et l'attribution à l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) de missions en rapport avec les objectifs en matière de promotion de l'investissement.

Aussi, les principales nouveautés apportées par ce nouveau texte porteront notamment sur : la révision du rôle du CNI, la reconfiguration de l'ANDI, avec une nouvelle dénomination «Invest Algeria» pour «qu'elle soit plus visible à l'international, tout en lui accordant le rôle d'un vrai promoteur et accompagnateur des investisseurs», selon la même source.

La mise en place d'une plateforme numérique de l'investisseur au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (qui remplacera l'ANDI) est également prévue au même titre que la création, auprès de l'agence, d'un guichet unique dédié aux grands projets d'investissement et investissements étrangers.

Le texte propose, par ailleurs, l'orientation des avantages et incitations exclusivement vers les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment les projets d'investissement stratégiques et/ ou structurants pour le pays, et ceux implantés dans des zones nécessitant un accompagnement particulier de l'Etat. La fixation des délais de réalisation des projets d'investissement, à l'effet d'inciter les promoteurs à accélérer la concrétisation de ces projets, avec possibilité de prolongation de délai à une année renouvelable une seule fois, figure également parmi les propositions du texte, qui prévoit l'exemption des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les biens neufs constituant un apport extérieur.

La garantie de transfert de l'investisseur étranger sera assurée et les montants seront déterminés en fonction de la part de financement du partenaire étranger et dans le coût total de l'investissement. L'application d'un taux modulable de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) pour les investissements réalisés dans le régime des secteurs prioritaires est l'autre point abordé dans le texte.



DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE : L'OPEP réduit à nouveau ses prévisions pour 2022

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a de nouveau revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2022 pour un deuxième mois consécutif, en invoquant l'impact de la crise ukrainienne, la hausse de l'inflation et la résurgence du variant Omicron en Chine.

Dans son rapport mensuel de mai publié sur son site internet, l'OPEP a souligné que la demande mondiale augmenterait de 3,36 millions de barils par jour (bpj) en 2022, en baisse de 310 000 bpj par rapport à ses prévisions précédentes.

«La demande en 2022 devrait être affectée par les développements géopolitiques en cours en Europe de l'Est, ainsi que par les restrictions liées à la pandémie de Covid-19», a notamment indiqué l'OPEP dans son rapport. Néanmoins, l'Organisation s'attend toujours à ce que la consommation mondiale dépasse la barre des 100 millions de bpj au troisième trimestre et que la moyenne annuelle de 2022 dépasse à peine le taux d'avant la pandémie de 2019.

Les analystes de l'OPEP ont ainsi abaissé leurs perspectives de demande mondiale de pétrole pour 2022 de 210 000 b/j à 100,29 millions de b/j. Mais même avec la chute de la demande et la baisse prévue de la production russe, la projection de production de brut de l'OPEP est portée à 29,05 millions de b/j pour l'année, contre 28,96 millions de b/j dans les prévisions précédentes. La production estimée de la Russie pour 2022 a été réduite de 360 000 b/j.

L'OPEP a cité, en outre, la hausse de l'inflation et la poursuite du resserrement monétaire, et a abaissé les prévisions de croissance économique de cette année à 3,5% contre 3,9%, la croissance en Russie étant en contraction et les estimations de croissance étant abaissées par rapport au mois dernier pour les Etats-Unis, la zone euro, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil. Le rapport ajoute que le potentiel de hausse était «assez limité».

«Cela peut provenir d'une solution à la situation en Russie et en Ukraine, de mesures de relance budgétaire lorsque cela est possible et d'une pandémie qui s'estompe, en combinaison avec une forte augmentation de l'activité du secteur des services», précise l'OPEP.

«Les défis liés aux tensions géopolitiques persistantes, à la poursuite de la pandémie, à la hausse de l'inflation, à l'aggravation des problèmes de chaîne d'approvisionnement, aux niveaux élevés de dette souveraine dans de nombreuses régions et au resserrement monétaire attendu par les Banques centrales aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Japon et dans la zone euro nécessitent une surveillance étroite», avertit l'OPEP dans son rapport mensuel. Du côté de l'offre, les pays non membres de l'OPEP devraient produire 65,97 millions de b/j en 2022, soit une augmentation en glissement annuel de 2,4 millions de b/j, contre 2,7 millions de b/j prévus le mois dernier.

Les principaux moteurs de la croissance de l'offre devraient se trouver, selon l'OPEP, aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil, au Kazakhstan, en Guyane et en Norvège. L'alliance OPEP+, qui contrôle collectivement environ la moitié de la capacité de production mondiale de brut, doit se réunir, dans le cadre de ses consultations mensuelles, le 2 juin prochain pour évaluer les conditions du marché et examiner les plans visant à mettre davantage de production sur le marché. Lors de sa dernière réunion, tenue le 5 mai, l'OPEP+ s'en est tenue à un plan précédemment convenu visant à augmenter son objectif de production mensuelle de 432 000 b/j en juin.



L'OAIC EFFECTUE UN NOUVEL ACHAT DE 450 000 TONNES : L'Algérie sécurise son stock de blé

L'Algérie dispose de réserves de blé suffisantes pour huit mois et continue de s'approvisionner sur le marché international en vue de sécuriser davantage ses besoins.

La fin de la semaine écoulée, l'Office algérien interprofessionnel des céréales a effectué des achats de quantités de blé meunier au prix de 466 dollars la tonne. La commande algérienne a porté sur un volume de 450 000 tonnes de blé d'origine facultative lors d'un appel d'offres international dont les contours ont été rapportés par des négociants européens. Selon ces derniers, de nouvelles estimations plus détaillées des tonnes achetées et des prix seront délivrées ultérieurement.

Les quantités de blé achetées seront expédiées en deux périodes depuis les principales régions d'approvisionnement – non encore communiquées –, et ce, du 1er au 15 juillet et du 16 au 31 juillet. Selon des commerçants, l'origine du blé serait française alors que d'autres s'attendent à ce que la région de provenance soit la mer Noire. D'après l'agence Agricensus, le port de Rouen a signalé une accélération du rythme des exportations de blé au cours de la semaine précédant le 11 mai. L'Algérie, pour rappel, est un des principaux clients des agriculteurs français.

Au cours de l'année dernière, l'OAIC avait changé de fournisseur en se dirigeant vers la production russe, offrant un blé à moindre coût, mais la rupture de la chaîne d'approvisionnement depuis le début des hostilités entre la Russie et l'Ukraine a fait revenir le client algérien à son fournisseur traditionnel, tout en restant ouvert à d'autres sources d'approvisionnement.

Dans cette situation internationale marquée par une pression sur les chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix, le marché du blé est sujet à de rudes concurrences. Les pays dont le mode de consommation alimentaire est dépendant des céréales importées sont tenus de varier les sources d'approvisionnement afin d'échapper à tous risques de rupture. L'Inde décide de profiter de cette conjoncture pour ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation de son blé.

Le gouvernement indien va charger, dans les prochains jours, des délégations commerciales de sillonner neuf pays en vue de faire la promotion du blé indien. L'Algérie, qui fait partie du top quatre des pays importateurs de blé dans le monde, figure parmi les pays cible du producteur indien. «Cela survient au milieu d'une grave pénurie de céréales alimentaires dans le monde, après que près d'un tiers des exportations mondiales de blé de la mer Noire ait été bloqué du fait de la guerre en Ukraine», explique-t-on dans les médias indiens.

Outre l'Algérie, les délégations indiennes se rendront au Maroc, en Tunisie, en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande, au Vietnam, en Turquie et au Liban afin d'explorer les possibilités de «stimuler les exportations de blé de l'Inde», annonce le ministre du Commerce et de l'Industrie de ce pays.

Ce dernier envisage d'exporter 10 millions de tonnes de blé au cours de l'exercice 2022, dans un contexte d'augmentation de la demande mondiale de céréales dans le monde. L'Inde avait déjà exporté 7 millions de tonnes en 2021. «Les experts ont déclaré que la valeur des exportations de blé pourrait également bondir, compte tenu de la dépréciation de la roupie. Les exportations de blé en 2021-22 se sont élevées à 2,05 milliards de dollars», rapportent les mêmes sources.

Notons que l'Algérie dispose de réserves de blé suffisantes pour huit mois et continue de s'approvisionner sur le marché international en vue de sécuriser davantage ses besoins. Sera-t-elle favorable au blé indien ? L'avenir nous le dira. Pour l'heure, la sécurisation des besoins alimentaires du pays passent aussi et surtout par le développement du niveau de la production nationale. Le faible rendement céréalier des années passées est le principal handicap qui fait allonger encore et encore la facture d'importation des céréales et en premier lieu le blé tendre.

يصدرون مختلف أنواع السيارات في غياب الرقابة: وكلاء أجنبية "يخترقون" السوق الجزائرية!

تشهد عملية تصدير السيارات الجديدة إلى الجزائر، تنافسا بين الكثير من الوكلاء الأجانب من أوروبا ودول الخليج، والذين وجدوا في السوق الجزائرية فرصة مريحة لتلبية احتياجات الزبائن، في ظل استمرار الندرة جراء تجميد التركيب والاستيراد، "الشروق" تواصلت مع هؤلاء الوكلاء ووقفت على عروضهم وإجراءات تصديرهم للسيارات نحو الجزائر. في ظل عدم الفصل في ملف اعتماد وكلاء السيارات المعتمدين، استغل وكلاء أجنبية متخصصون في تسويق وتصدير المركبات، حالة الفراغ التي تمر بها سوق السيارات في الجزائر، لإدخال مختلف أنواع المركبات الجديدة من مختلف الدول الأوروبية والخليجية، في مقدمتها فرنسا وديبي، واستغل هؤلاء الوكلاء مواقع التواصل الاجتماعي للترويج لعروضهم وأسعارهم لاستمالة الزبائن، ونشر فيديو لشنح مختلف أنواع السيارات إلى الجزائر واستقبالها من طرف المواطنين.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Dimanche 15 mai 2022 - Page 2

Installation officielle

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune installera officiellement la commission nationale de réforme du système des subventions, et ce, le mercredi 18 mai prochain au Palais des Nations à Club-des-Pins, à Alger.

Une commission qui sera élargie, nous indiquent des sources au fait du dossier, à toutes les franges de la société à travers des représentants. Ce qui va lui conférer un maximum de crédibilité pour travailler sur cette question extrêmement sensible.



تحت إشراف الاتحادين العربي والجزائري لشركات التأمين

الجزائر تحتضن مؤتمرا دوليا حول قطاع التأمينات

من المرتقب أن تحتضن الباهية وهران أحد أكبر أربعة تجمعات دولية، لتتحول إلى قبلة للمضاعلين في قطاع التأمين وإعادة التأمين في الفترة الممتدة ما بين 5 و8 جوان المقبل، حسيما كشف عنه نائب رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين ورئيس لجنة الاتصال والرعاية والبروتوكول للمؤتمر العام الثالث والثلاثين للاتحاد العام العربي للتأمين.

عاملا مؤثرا على سوق وصناعة التأمينات.

وأكد خليفاتي على أهمية المؤتمر الذي يعد مرجعيا بالنسبة للمضاعلين في صناعة التأمينات، بالنظر إلى سعة وحجم المشاركة القياسية الأجنبية، حيث يمكن أن يتجاوز 800 مندوب أجنبي، حيث يعد المؤتمر مسن بين أوسع أكبر تجمعات للمضاعلين في مجال التأمين مع مؤتمر بادن بادن، حيث يرتقب بعد استقبال المدينة الألمانية مؤتمرا لإعادة التأمين في 23 إلى 26 أكتوبر المقبل، إلى جانب مؤتمر موناكو للتأمينات وإعادة التأمين المرتقب في سبتمبر، ومؤتمر المنظمة الإفريقية للتأمين الذي سيقام في الجزائر في 2023، حيث تقام هذه التظاهرة كل سنتين.

وجدير بالإشارة أن الاتحاد العام العربي للتأمين منظمة عربية مهنية متخصصة تضم مؤسسات وشركات التأمين وإعادة التأمين العربية، تهدف إلى دعم الروابط والصلات بين هيئات التأمين العربية وتوثيق أواصر التعاون فيما بينها، وتنسيق نشاطاتها المختلفة، بقية حماية مصالح الأعضاء وتنمية صناعة التأمين وإبراز كيانها العربي.

وقد تأسس الاتحاد العام للتأمين عام 1964 بمبادرة خاصة من شركات التأمين وشركات إعادة التأمين والهيئات والمؤسسات الحاملة في مجال التأمين في الأقطار العربية.

من المقرر أن يشارك وفد جزائري ممثلا عن الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، في المؤتمر الدولي الثامن، بمنطقة العقبة الاقتصادية، في الفترة من 15 إلى 19 من شهر ماي الجاري الذي ينظم من قبل الاتحاد الأردني للتأمين بالتعاون مع الاتحاد العربي للتأمين ويشهد المؤتمر مشاركة واسعة من أسواق التأمين العربية والعالمية، وسيكون الحدث فرصة لاستكمال الطرف الجزائري التحضيرات لمؤتمر وهران.

ح. ص



مركز المؤتمرات وهران - الجزائر
Oran Conventions Center - Algeria

2022 يونيو 05 - 08

بينهم 720 أجنبي من 50 دولة من القارات الخمس.

ويتمحور المؤتمر الدولي الذي يمتد من 5 إلى 8 جوان 2022 حول موضوع يتمثل في "المفهوم الجديد وأشار على صناعة التأمين أي تحديات وقرص لسوق التأمين العربي". تعاشيا مع مرحلة ما بعد أزمة جائحة كوفيد-19 التي شكلت

مشاركة أجنبية قياسية للمضاعلين في مجال التأمينات.

وتنظم التظاهرة في وهران بمركز المؤتمرات قبيل افتتاح فعاليات الطبعة 19 لألعاب السححر الأبيض المتوسط العقامة بوهران من 25 جوان إلى الخامس من جويلية، وأشار خليفاتي في نفس السياق "لحد الآن لدينا 1130 مسجل من

حفيظ صواليبي

● التظاهرة الدولية التي تنظم بالجزائر تعد أحد أربعة تجمعات للتأمينات في العالم لسنة 2022، تحت إشراف الاتحاد العربي العام للتأمين والاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، تحت الرعاية السامية للوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، وستشهد

"مصرف السلام" الجزائري يكشف عن تطبيق الدفع الإلكتروني "ويمباي"



مسح رمز الاستجابة السريعة "كيو آر" على مستوى صندوق أحد المتاجر المعتمدة". وأوضح البيان نفسه أن "التطبيق" ويمباي لمصرف السلام "يسمح لمستخدميه إمكانية الكشف عن رصيدهم؛ الكشف عن سجل العمليات البنكية الجارية؛ إدارة الميزانية للمداخيل والمصاريف وغيرها من العمليات؛ وللاستفادة من هذه الخدمة يكفي أن يكون المستخدم متعاملا لدى مصرف السلام الجزائر وأن يقوم بتحميل التطبيق وتثبيته عبر المنصات المعتمدة بلاي ستور وأب ستور؛ إضافة لاشتراط توفر الإنترنت والحيافة على هاتف ذكي".
حفيظ. ص

● كشف مصرف السلام الجزائر عن إطلاق تطبيق خاص للدفع الإلكتروني "ويمباي" موجه للمستخدمين والزبائن. وأشار بيان صادر عن البنك "تماشيا مع الجهود والإجراءات التي تتخذها الحكومة في إطار مسعى التحول التكنولوجي والرقمي؛ يطلق مصرف السلام الجزائر خدمته الجديدة للدفع الإلكتروني دون لمس من خلال تطبيق "ويمباي" لمصرف السلام؛ هذه الخدمة المجانية ومن دون اشتراك تسمح للمستخدمين بتسديد مشترياتهم عبر التطبيق وعبر هاتفهم الذكي؛ ودون حاجتهم لسيولة مالية أو بطاقة إلكترونية؛ من خلال عملية بسيطة سهلة وأمنة تتمثل في

الكمية المسروقة قاربت أربعة كيلوغرامات مفتشة وضابطة جمارك بسوق أهراس تختلسان ذهباً محجوزاً

عالجت محكمة الجنايات بمجلس قضاء سوق أهراس، الخميس، قضية مزت قطاع الجمارك بالولاية على خلفية تورط مفتشة وضابطة جمارك في هضيحة بهذا القطاع الحساس، بعد اكتشاف اختفاء 3.45 كلغ من الذهب، كانت على مستوى خزانة المحجوزات التابعة لمفتشية الجمارك.

وقائع هذه القضية التي عالجتها الفرقة الجنائية بأمن ولاية سوق أهراس يعود تاريخها إلى شهر مارس من السنة الفارطة، أين باشرت ذات الفرقة التحقيق في قضية الحال، على خلفية نتائج تحقيقات لجنة تفتيش جهوية حلت بقطاع الجمارك، وذلك بسبب اختفاء كميات مختلفة من المحجوزات على غرار مرجان، خمور وخب هندي وغيرها من المحجوزات، أين تم إخطار المفتشية الجهوية لأقسام الجمارك التي أوفدت لجنة تفتيش رقيقة المستوى، حيث تم اكتشاف عدة مخالفات، أخطرها اختفاء قرابة 4 كلغ من الذهب المحجوز، أين تم إعداد ملف وتقديمه أمام الجهات القضائية التي بدورها كلفت الفرقة الجنائية بأمن ولاية سوق أهراس بمباشرة التحقيق والذي أسفر عن توقيف مفتشة وضابطة جمارك بعد ثبوت تورطها في القضية، ومتابعتها بجناية خيانة الأمانة، المرتكبة من طرف موظف أو قائم بوظيفة عمومية، إضرارا بمفتشية أقسام الجمارك بسوق أهراس، ويتعلق الأمر بكل من مفتشة جمارك "أ.ح" 36 سنة متزوجة، وضابطة جمارك "س.ب" 36 سنة عازبة.

عالجت محكمة الجنايات بمجلس قضاء سوق أهراس، الخميس، قضية مزت قطاع الجمارك بالولاية على خلفية تورط مفتشة وضابطة جمارك في هضيحة بهذا القطاع الحساس، بعد اكتشاف اختفاء 3.45 كلغ من الذهب، كانت على مستوى خزانة المحجوزات التابعة لمفتشية الجمارك.

وقائع هذه القضية التي عالجتها الفرقة الجنائية بأمن ولاية سوق أهراس يعود تاريخها إلى شهر مارس من السنة الفارطة، أين باشرت ذات الفرقة التحقيق في قضية الحال، على خلفية نتائج تحقيقات لجنة تفتيش جهوية حلت بقطاع الجمارك، وذلك بسبب اختفاء كميات مختلفة من المحجوزات على غرار مرجان، خمور وخب هندي وغيرها من المحجوزات، أين تم إخطار المفتشية الجهوية لأقسام الجمارك التي أوفدت لجنة تفتيش رقيقة المستوى، حيث تم اكتشاف عدة مخالفات، أخطرها اختفاء قرابة 4 كلغ من الذهب المحجوز، أين تم إعداد ملف وتقديمه أمام الجهات القضائية التي بدورها كلفت الفرقة الجنائية بأمن ولاية سوق أهراس بمباشرة التحقيق والذي أسفر عن توقيف مفتشة وضابطة جمارك بعد ثبوت تورطها في القضية، ومتابعتها بجناية خيانة الأمانة، المرتكبة من طرف موظف أو قائم بوظيفة عمومية، إضرارا بمفتشية أقسام الجمارك بسوق أهراس، ويتعلق الأمر بكل من مفتشة جمارك "أ.ح" 36 سنة متزوجة، وضابطة جمارك "س.ب" 36 سنة عازبة.

وقد زعمت المتهممة الأولى خلال المحاكمة، بأنها أعفيت من مهامها كقباض

■ صبرينة ذيب